

La stratégie de financement de la Banque mondiale au Maroc pour les quatre ans à venir

Auteur de l'article

Vincent.philip@missioneco.org

Revu par

Roland.lomme@missioneco.org

[Pour plus de détails concernant les programmes de la Banque au Maroc \(cliquez\)](#)

Stratégie de financement de la Banque mondiale au Maroc de 2005 à 2008.

Année fiscale		en M \$
2005	Réforme de l'administration (1 ^{ère} tranche)	100
	Réforme de l'éducation obligatoire (PARSEM)	80
	Développement du secteur financier (Prêt de politique de développement)	200
	Total	380
2006	Construction de logements sociaux (DPL)	100
	Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone rurale	40
	Réforme de l'administration (2 ^{ème} tranche)	100
	Construction de routes rurales	30
	Total	270
2007	Réforme de l'administration (3 ^{ème} tranche)	100
	Réforme de l'éducation secondaire et supérieure	100
	Réforme du secteur de l'eau	100
	Total	300
2008	Développement du secteur agricole rural (DPL)	100
	Réforme de l'éducation (2 ^{ème} tranche)	100
	Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone urbaine	100
	Total	300
	Total	1250

La Banque mondiale a arrêté le 19 mai sa stratégie d'assistance (*Country Assistance Strategy*) au Maroc pour les quatre prochains exercices fiscaux, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 2009. Elle prévoit une enveloppe annuelle de 250 à 350 M\$ de prêts de la BIRD (accordés aux conditions du marché), le montant des engagements étant conditionné par les résultats enregistrés en matière de croissance économique et d'équilibre des finances publiques. Au cours des dernières années, les engagements de la Banque mondiale au Maroc ont été décevants et très inférieurs à ceux qu'elle prévoyait initialement. Les programmes d'aide européens, et plus généralement l'accès à d'autres sources de financement, semblent avoir détourné les autorités marocaines des financements de la Banque mondiale. L'encours des prêts de la BIRD, qui s'élevaient à 9% du PIB marocain en 2000 ne devrait plus en représenter que 4% en 2009. La Banque afin d'inverser cette tendance a largement revu sa stratégie et mise désormais sur des prêts programmes.

Les concours que la Banque mondiale devrait accorder au Maroc consistent pour l'essentiel dans une aide budgétaire. Ils tendent à la réalisation des quatre objectifs suivants :

Création d'emploi et amélioration du climat des affaires :

La demande d'emploi augmente de 3% par an en dépit du ralentissement de l'accroissement démographique et le taux de chômage des jeunes diplômés est estimé à 34%. Pour favoriser la création d'emplois, la Banque projette de contribuer à la compétitivité des petites et moyennes exploitations agricoles (l'agriculture assure encore près d'un cinquième du PIB) par un prêt de 100 M \$.

Le déficit public s'est creusé au cours des trois dernières années (le déficit budgétaire excède 5% et la dette publique 67% du PIB) en raison notamment des coûts salariaux de la fonction publique, au point d'hypothéquer l'avenir, selon les services de la Banque. La réforme administrative est donc jugée décisive pour la stabilité économique du pays et la Banque mondiale lui consacrera un prêt de 300 M \$ en trois tranches successives. Elle entend enfin contribuer à la restructuration en cours du secteur bancaire par un prêt de 200 M \$.

La démocratisation de l'accès aux services essentiels :

Les dépenses sociales de l'Etat ne représentent que 0,37% du PIB, alors que la Banque mondiale lui assignait un objectif de 1,2% dans le cadre de sa stratégie d'assistance pour les quatre dernières années. Elle s'emploiera essentiellement dans ce domaine à financer la réduction de 60% du nombre de logements insalubres en zone urbaine par un prêt de 100 M \$, dans le cadre d'un programme mené en coopération avec l'Union européenne et l'Agence française de Développement. Elle prévoit également de financer le développement du réseau routier en zone rurale à hauteur de 30M \$, afin d'élargir l'accès à 67% de la population concernée à l'échéance de 2010 (contre un taux d'accès de 50% actuellement).

La réforme du système éducatif :

La Banque mondiale prévoit de contribuer à hauteur de 100 M \$ au financement du programme gouvernemental de modernisation de l'enseignement secondaire et supérieur qui tend à favoriser l'intégration des étudiants dans la vie professionnelle grâce à l'autonomie administrative et financière accrue des établissements concernés ainsi qu'à une plus grande participation du secteur privé.

La rationalisation de la gestion des ressources hydrauliques :

La Banque devrait associer dans ce domaine une aide programme d'un montant de 100 M \$ à la rationalisation de la gestion du réseau de distribution d'eau potable et d'assainissement en zone rurale et urbaine, afin d'augmenter le taux de recouvrement des coûts d'exploitation du réseau de 76% actuellement à 90%, et deux prêts d'investissement, l'un de 100 M \$ destiné à la distribution d'eau potable et à l'assainissement en zone urbaine, l'autre de 40 M \$ pour une ou deux zones rurales.

* * *

Les prêts de la BIRD représentent près de 15% de l'encours actuel de la dette publique extérieure du Maroc. Le taux de déboursement de ces prêts est assez faible (c'est-à-dire d'un tiers pour les engagements souscrits depuis le 1^{er} juillet 2000) en raison notamment d'annulations de programmes. A l'avenir, l'aide apportée au Maroc par l'Union européenne dans le cadre de sa politique de voisinage (programme MEDA ou Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat) qui associe dons et prêts de la BEI devrait réduire l'importance relative des financements de la Banque mondiale dans ce pays.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique (adresser les demandes à sao-etatsunis@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.

Le contenu de cet article n'engage en aucun cas les administrateurs français des institutions financières internationales.



Auteur : Vincent Philip

Adresse : Mission Economique de Washington
4101 Reservoir Road, NW
WASHINGTON DC, 20007-2173

Date de parution : 15 juin 2005